

## Recherche - Gros malaise à Strasbourg

Région Alsace

Une intersyndicale du campus de Strasbourg a tiré la sonnette d'alarme, hier, sur la baisse des budgets dans la majorité des laboratoires au profit des grands projets comme les Initiatives d'excellence (Idex).

«Un des grands paradoxes devant le succès époustouflant de Strasbourg et des Idex est la réalité du terrain et les grandes difficultés pour les personnes et les laboratoires. Le budget de la majorité d'entre eux baisse de 10 % à 30 %», expliquait François Bonnarel du SNTRS-CGT, lors d'une conférence de presse d'une intersyndicale (\*) de chercheurs et de personnels de recherche hier matin, au campus de Cronembourg. Le soutien de base, le budget attribué en ce début d'année par le CNRS aux laboratoires, hors projet de recherche, manque pour développer des nouveaux sujets de recherche, voire même de simplement travailler.

«Dans mon laboratoire, la baisse du budget est de 40 % pour 2011», explique un enseignant-chercheur. Ce qui fait qu'on passe de 33000 pour 13 personnes à 18000...» Les syndicats constatent aussi un déséquilibre de plus en plus prononcé entre la recherche appliquée, favorisée, et la recherche fondamentale. Et selon les sujets, les

laboratoires, particulièrement ceux de sciences humaines et sociales, qui ne peuvent trouver de financements privés, se retrouvent en difficulté d'après l'intersyndicale. Alors que les laboratoires de santé et de chimie concentrent une grande part des budgets alloués.

«Au bord du gouffre»

L'encouragement du CNRS et de l'Université de Strasbourg (UdS) à déposer des dossiers pour des projets soutenus par des industriels est aussi pointé du doigt. «On n'a pas forcément la maîtrise des délais», indique Pascal Maillard, du Snesup, qui doute aussi des effets de la «course au gigantisme» de l'UdS. «Notre université est au bord de gouffre au point financier. Elle devrait être mise sous tutelle car une part importante d'une subvention attribuée par l'Etat et la Région pour l'institut Le Bel est bloquée dans la réserve. Si elle n'était pas là, on n'obtiendrait pas la réserve légale de 32 millions d'euros», explique-t-il. Ce qui mettrait l'UdS sous la tutelle du rectorat, comme huit autres universités françaises d'après l'intersyndicale, qui reste inquiète sur l'application des nouveaux pans de la réforme de la recherche.

Sailesh Gya

(\*) FSU (Snesup, SNCS, Snasub, Snep),

CGT (SNTRS-CGT, Ferc'sup CGT, CGT Inra), CFDT (Sgen-CFDT Recherche EPST, CFDT Inra), Unsa-Recherche (SNPTES et Sup'recherche), FO (SNprees), Solidaires (Sud Recherche EPST, Sud Etudiant), CFTC Inra, Unef-SLR.

Tous droits réservés : L'Alsace  
C47C65BD56B0C006218C5EE99507B1  
0B73044690E1686C02B91DBC0